
Introduction

Ce numéro spécial de *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* est dédié à l'Italie républicaine¹. D'abord conçu pour fournir des éléments d'information historique sur l'Italie la plus contemporaine, il affiche également pour objectif de faire connaître au public français les travaux des historiens italiens parmi les plus récents consacrés à ce pays et à cette période, tout comme la production de chercheurs français sur le même sujet. En ce sens, il constitue un moment de dialogue franco-italien sur l'Italie marqué du sceau de l'histoire et de l'historiographie.

On le sait : en France, dans les milieux lettrés et cultivés, l'Italie est célébrée à l'envi pour son patrimoine artistique, sa richesse culturelle, sa beauté, ses mœurs ou encore son dynamisme. Cet engouement italophile est, chez certains intellectuels, fondé sur une bonne connaissance du passé plus ou moins lointain de la Péninsule et de ses réalités présentes. Mais le plus souvent, la passion pour l'Italie véhicule et alimente des clichés. L'histoire de l'Italie en général est mal connue, et plus encore celle de la période qui commence à la chute du fascisme en juillet 1943, prend son essor avec le choix majoritaire de la République par référendum le 2 juin 1946 suivi par l'adoption par l'Assemblée constituante en décembre 1947 de la Constitution républicaine qui entre en vigueur en janvier 1948. En cette année 2008, celle-ci fête donc son 60^e anniversaire : un événement assez discrètement célébré en Italie et quasiment passé sous silence en France plus intéressée, de façon légitime, à se pencher sur le 40^e anniversaire de Mai 68 et à souffler les bougies du cinquantenaire de la Cinquième République. Cette méconnaissance de l'Italie républicaine est attestée par la relative faiblesse quantitative de la bibliographie en langue française : si nous disposons de très bons livres sur l'histoire générale de l'Italie, en revanche, à ce jour, un seul livre, excellent au demeurant, propose une histoire synthétique de l'Italie républicaine². Cette rareté est d'autant plus singulière que de nombreuses recherches, plus spécialisées

(1) Je tiens à remercier Maurizio Ridolfi et Hélène Bourguignon pour leur aide constante dans la préparation de ce numéro et l'université de la Luiss qui m'a accueilli au cours de l'année 2007-2008. Je remercie également la Società Italiana per lo Studio della Storia Contemporanea (SISSCO) qui m'a permis d'animer avec Maurizio Ridolfi un panel sur le thème « Histoire politique, sociale et culturelle de la République ; regards croisés franco-italiens » lors de ses « Chantiers d'histoire » qui se sont déroulés à Marsalla du 18 au 20 septembre 2007. Les débats ont été particulièrement intéressants et ont nourri la réflexion pour ce numéro.

(2) Frédéric Attal, *Histoire de l'Italie de 1943 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2004. Parmi les ouvrages généraux et récents consacrés à l'Italie dans la longue ou relativement longue durée, citons : Catherine Brice, *Histoire de l'Italie*, Paris, Perrin, rééd. 2003 ; Jean-Dominique Durand, *L'Italie de 1815 à nos jours*, Paris, Hachette littératures, 1999 ;

et consacrées à cette période, sont effectuées par des Français. Elle contraste également avec l'abondance de la production sur l'Italie de l'après-1945 en langue anglaise¹. Cette situation est d'autant plus dommageable que l'Italie a connu de prodigieux changements durant ces soixante dernières années dont, précisément, les historiens doivent rendre compte.

L'Italie de l'après-seconde guerre mondiale est en effet caractérisée par un double mouvement. D'un côté, au terme de vives tensions politiques et sociales, elle a connu de profondes mutations qui bouleversent totalement sa physionomie ; de l'autre, persistent nombre de problèmes typiques de la Péninsule, à l'instar de ceux posés par le Sud ou par la criminalité organisée, dont, certes, les données se modifient avec le temps, mais qui ne sont pas pour autant résolus. Ruptures et continuités forment la grammaire au premier abord déconcertante de l'Italie du temps présent. Celle-ci ne constitue sans doute pas une anomalie à l'inverse de ce que tout un courant historiographique italien, mais aussi de langue anglaise, affirme avec force ; au regard de quel critère le serait-elle d'ailleurs ? En revanche, elle a, comme chaque pays européen, tracé sa propre trajectoire dont il faut cerner la complexité et souvent les équivoques depuis l'instauration de la République. Tel est donc l'un des buts que nous nous sommes fixés.

Entre production académique et controverses publiques

Ce numéro de *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* fait une large place à des historiens italiens dont les travaux ne sont pas toujours bien connus en France, et ce, afin de donner aux lecteurs français la possibilité de saisir leur importance et leur richesse. Il a d'abord été demandé à trois d'entre eux de dresser un bilan de la production historique dans trois secteurs classiques. Maurizio Ridolfi évoque l'état de l'histoire politique de l'Italie républicaine, Mariuccia Salvati présente ses réflexions dans le domaine de l'histoire sociale et Michela Nacci traite de l'histoire culturelle. Ici, comme dans le reste du numéro, nous avons volontairement fait appel à des auteurs représentant des générations et des sensibilités différentes. Car l'histoire en Italie est très fréquemment clivée et divisée, cependant que les recherches font l'objet de rudes controverses tournant à des polémiques qui dépassent les cénacles universitaires et envahissent l'espace public. La fameuse formule « un passé qui ne passe pas » semble très bien s'appliquer à l'Italie.

Pierre Milza, *Histoire de l'Italie des origines à nos jours*, Paris, Fayard, 2005. Voir deux bilans relativement récents de l'histoire de l'Italie pratiquée par des Français : Jean-Dominique Durand, « La storia dell'Italia in Francia », *Italia contemporanea*, 205, décembre 1996, p. 755-773 ; Olivier Faron, « The History of Modern and Contemporary Italy : Made in France (from the Late 1970s to the Late 1990s) », *Journal of Modern Italian Studies*, 4, 1999, p. 416-440.

(1) À titre d'exemple, voir Paul Ginsborg, *A History of Contemporary Italy : Society and Politics, 1943-1988*, New York, Palgrave-MacMillan, 1990, 2003 ; Patrick MacCarthy (dir.), *Italy since 1945*, Oxford, Oxford University Press, 2000 ; Denis Mack Smith, *Modern Italy : A Political History*, New Haven, Yale University Press, 1997 ; Donald Sassoon, *Contemporary Italy : Economics, Society and Politics since 1945*, Londres, Longman, 1997.

C'est sur ce dernier point que nous voudrions nous attarder un instant, car il nous semble important pour la compréhension de la production historique. Tout spécialiste étranger ne peut être qu'interloqué par l'imbrication qui existe entre histoire et politique en Italie. Ce trait n'est pas nouveau. L'histoire savante a depuis longtemps été liée à des courants politiques, d'autant que l'Italie est caractérisée sur la longue durée par un processus continu de délégitimation de l'adversaire, voire de l'ennemi¹. Mais la connexion entre histoire et politique s'est certainement intensifiée durant les dernières décennies. Comment expliquer un tel processus de politisation presque explicite dans la profession ? Et pourquoi cette politisation du débat public historique ou encore ces sempiternels usages politiques de l'histoire au cours de la période la plus récente ? L'historien britannique Stuart Woolf, éminent spécialiste de l'Italie, avance plusieurs explications². La structuration par partis qui a longtemps caractérisé les historiens italiens, avec les « écoles » et les « aires » communiste-gramscienne, catholique, libérale, voire socialiste, *etc.* en est une³. Woolf pointe en outre le fait que les historiens sont également souvent des intellectuels engagés dans la vie de la Cité : la Première République, telle est la manière en Italie de désigner la période qui court de 1947 au début des années 1990, fut une république des professeurs et le rôle politique de certains d'entre eux s'est renforcé au cours des dernières années. Il relève la formation des historiens italiens influencés par la philosophie et la situation difficile dans laquelle ils sont placés. Leur production est réservée à de petits cénacles académiques, car les historiens italiens rivalisent d'érudition et écrivent de façon opaque, jugement qu'on ne fait ici que rapporter. À la différence des Anglais (mais aussi des Français peut-on préciser pour notre part), ils ne font que rarement des ouvrages de synthèse pour un public plus large. Et dans le même temps, pensons-nous, ils veulent exister dans le débat public par rapport à d'autres disciplines, notamment la sociologie, le droit constitutionnel ou la science politique. Donc, ils tendent à se politiser encore plus.

Cette orientation, presque structurelle, est accentuée par la profonde crise politique et quasi anthropologique que connaît l'Italie depuis plus de quinze ans

(1) Concernant l'histoire italienne, voir, en français : Yvan Gouesbier, « *La Maison de sable* » : *bistoire et politique en Italie, de Benedetto Croce à Renzo De Felice*, Rome, École française de Rome, 2007 ; Hervé Rayner, « Retour sur les querelles historiographiques et politiques concernant la période 1943-1945 en Italie », in Georges Mink et Laure Neumayer (dir.), *L'Europe et ses passés douloureux*, Paris, La Découverte, 2007, p. 76-87. Sur l'opposition ami/ennemi en Italie, voir Loreto Di Nucci et Ernesto Galli della Loggia, *Due nazioni : legittimazione e delegittimazione nella storia dell'Italia contemporanea*, Bologne, Il Mulino, 2003 ; Angelo Ventrone, *Il nemico interno : immagini, parole e simboli della lotta politica nell'Italia del novecento*, Rome, Donzelli, 2005 ; *id.* (dir.), *L'ossessione del nemico : memorie divise nella storia della Repubblica*, Rome, Donzelli, 2006.

(2) Stuart Woolf, « Introduzione : la storiografia e la Repubblica italiana », in Stuart Woolf (dir.), *L'Italia repubblicana vista da fuori (1945-2000)*, Bologne, Il Mulino, p. 9-84.

(3) Voir Fabrice d'Almeida, *Histoire et politique en France et en Italie : l'exemple des socialistes, 1945-1983*, Rome, École française de Rome, 1998.

et qui n'a d'équivalent dans aucun autre pays de l'Europe occidentale. Elle a été marquée par l'écroulement des partis traditionnels, la transformation complète de certains d'entre eux (les communistes ont bradé une part de leur identité, comme les néofascistes le firent selon des modalités quelque peu différentes) et l'émergence de nouvelles formations dont la Ligue du Nord et surtout Forza Italia fondée par un Silvio Berlusconi qui domine la scène publique depuis le milieu des années 1990. Elle s'est doublée d'une forte remise en question des références et des mythes fondateurs de la République et, plus généralement, de tout l'ordre politique, social et culturel des cinquante années suivant la fin du deuxième conflit mondial. L'appréciation du fascisme et de la Résistance qui divisait les historiens depuis les années 1970 a été relancée, alors que de nouveaux et vifs débats de nature historique, mais ayant d'évidentes incidences politiques, éclairaient sur l'antifascisme, l'anticommunisme, la faiblesse du libéralisme, le parti communiste italien, la transition vers la République, le bilan politique, économique et social de cette dernière, les causes de sa crise des années 1990, la nation, les formes de l'État, les multiples facettes de la culture, les intellectuels, l'état de la société, le processus de modernisation, *etc.*

Dans de telles « conjonctures fluides », pour reprendre l'expression du sociologue Michel Dobry à propos des crises politiques, les sectorisations habituelles se dissipent et sautent ; les chevauchements se produisent entre le domaine du politique, du juridique, du social ou du culturel¹, d'autant qu'ils ne sont pas neutres ou tout à fait innocents. Ils offrent à ceux qui interviennent directement dans l'espace public ou indirectement par l'intermédiaire de leurs productions, l'opportunité d'exister, voire d'influencer les responsables ; certains sociologues diraient de vouloir dominer le processus de recomposition politique en cours. De ce fait, plus encore qu'en France par exemple, l'histoire savante est sans cesse soumise à la concurrence d'entrepreneurs de mémoires ou d'autres producteurs d'histoire, en particulier dans un contexte caractérisé par l'exacerbation des polémiques autour de la figure de Silvio Berlusconi. Les acteurs – politiques pour l'essentiel, mais aussi associatifs – instrumentalisent plus que jamais l'histoire pour en retirer des bénéfices politiques. Selon deux tendances opposées. Soit, du côté de la Ligue du Nord, de l'Alliance nationale ou de Forza Italia, pour la droite, comme des formations demeurées communistes à gauche, ils aiguïsent les conflits de mémoire portant sur des épisodes sensibles, parfois lointains, tel le Risorgimento, ou plus proches, la Résistance, le fascisme, l'antifascisme, le communisme, *etc.* Un bon exemple en a été administré au cours de la campagne électorale de 2008, pourtant plus calme que les précédentes : un proche de Silvio Berlusconi,

(1) Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po, 1986, 1992.

Marcello Dell'Utri, a proclamé qu'en cas de victoire, le nouveau gouvernement accorderait « une attention particulière » à réécrire les livres d'histoire pour rompre avec « la rhétorique de la Résistance » ; sa déclaration a aussitôt suscité les polémiques et les protestations, légitimes, des historiens¹. Soit, au contraire, notamment chez certains ex-communistes, tels Luciano Violante et Massimo D'Alema, et ex-fascistes, à l'instar de Gianfranco Fini, ils cherchent à occulter les anciennes déchirures et à panser les plaies du passé pour fabriquer un consensus supposé réparateur et pour mieux légitimer les prétentions de leurs responsables à exercer de hautes fonctions. Par ailleurs, des journalistes écrivent des livres à succès sur l'histoire du pays, plus ou moins bien pensés et rédigés, amplement médiatisés et dont quelques-uns déchaînent les passions². Enfin, la filmographie s'empare de certains sujets et la télévision livre des documentaires plus ou moins bien conçus. La vie publique est ainsi marquée à la fois par une sorte de trop-plein mémoriel et par des béances de connaissance historique³. L'histoire italienne est donc à vif. De ce fait, les historiens professionnels mènent deux tâches de front. D'une part, ils produisent des travaux sur des sujets très sensibles dans le débat public et qui nourrissent souvent de grandes controverses. De l'autre, ils étudient ces enjeux mémoriels et s'efforcent de les construire en véritables objets de recherche historique⁴.

Dans une pareille conjoncture où tout s'entremêle, les chercheurs ont de réelles difficultés à se positionner, difficulté alimentant d'ailleurs des discussions au sein de la profession⁵. Ainsi, il est frappant de constater qu'une énorme part des recherches de la science politique en Italie est orientée vers la résolution d'une question obsédante : comment sortir de la transition et, par conséquent, quel est le meilleur mode de scrutin ou système politique⁶ ? L'Histoire, quant à elle,

(1) « Dell'Utri : se vinceremo le elezioni, i libri di storia saranno revisionati », *Corriere della sera*, 8 avril 2008.

(2) Voir, par exemple, les nombreux ouvrages d'Indro Montanelli ou le volume de Giampaolo Pansa, *Il sangue dei vinti : quello che accadde in Italia dopo il 25 aprile*, Milan, Sperling & Kupfer, 2003.

(3) Voir, par exemple, Mario Isnenghi, *L'Italia in piazza : I luoghi della vita pubblica dal 1848 ai nostri giorni*, Milan, Mondadori, 1994, Bologne, Il Mulino, 2004 ; Stefano Pivato, *Vuoti di memoria : usi e abusi della storia nella vita pubblica italiana*, Bari/Rome, Laterza, 2007.

(4) Voir, par exemple, Roberto Chiarini, *25 aprile : la competizione politica sulla memoria*, Venise, Marsilio, 2005 ; Enzo Collotti (dir.), *Fascismo e antifascismo : rimozioni, revisioni, negazioni*, Bari/Rome, Laterza, 2000 ; Piero Craveri et Gaetano Quagliariello (dir.), *La seconda guerra mondiale e la sua memoria*, Saverio Mannelli, Rubbettino, 2006 ; Filippo Focarli, *La guerra della memoria : la Resistenza nel dibattito politico italiano dal 1945 a oggi*, Bari/Rome, Laterza, 2005 ; Sergio Luzzato, *La crisi dell'antifascismo*, Turin, Einaudi, 2004 ; Giancarlo Monina (dir.), *1945-1946 : le origini della Repubblica*, Saverio Mannelli, Rubbettino, 2007, 2 vol. Voir aussi le remarquable texte de Giovanni Orsina, « La Repubblica dopo Berlusconi : considerazioni su politica, storiografia e uso politico della storia nell'Italia degli ultimi quindici anni », à paraître. Je remercie Giovanni Orsina de m'avoir communiqué son article avant sa parution.

(5) Voir, par exemple, *Storia e problemi contemporanei*, « Comunicare la storia », 29, janvier-avril 2002 ; Giovanni De Luna, *La passione e le ragioni : il mestiere dello storico contemporaneo*, Milan, Mondadori, 2004.

(6) Un seul exemple, emblématique rien que par son titre : Stefano Ceccanti et Salvatore Vassallo (dir.), *Come chiudere la transizione : cambiamento, apprendimento e addattamento nel sistema politico italiano* [comment en terminer avec la transition : changement, apprentissage et adaptation du système politique italien], Bologne, Il Mulino, 2004.

échappe difficilement à une démarche régressive, qui l'incite à repenser toute la trajectoire de la République à la lumière de la crise de ces dernières années, ou à une perspective déterministe qui l'amène à trouver les raisons de la crise politique la plus récente. Certains auteurs traquent, par exemple, les défaillances successives et les occasions manquées de l'Italie, tandis que d'autres ne cachent pas une forme de nostalgie de l'ordre antérieur à la crise politique des années 1990 et à l'arrivée de Silvio Berlusconi au premier plan ¹.

L'histoire italienne vue de France

Cependant, le numéro de *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* ne se contente pas de donner la parole à nos collègues et amis italiens. Il abrite aussi une forme de dialogue, voire de confrontation entre spécialistes italiens et spécialistes français sur sept sujets politiques, économiques, sociaux et culturels d'importance. La priorité a été donnée à l'auteur italien, le français réagissant plus brièvement au premier texte, discutant celui-ci ou livrant ses propres idées relatives au même thème. Emilio Gentile et Pierre Milza réfléchissent sur l'héritage du fascisme, Ernesto Galli della Loggia et Éric Vial sur la postérité de l'antifascisme, Piero Craveri et Gilles Pécout sur l'État et la nation, l'historien Guido Crainz et le sociologue Marco Oberti sur les mutations de la société, l'historien Luciano Segreto et l'économiste Jacques Le Cacheux sur les « miracles » et les défaillances de l'économie, Salvatore Lupo et Frédéric Attal sur la culture italienne, la culture de masse et la culture civique, enfin Daniele Menozzi et Jean-Dominique Durand sur les métamorphoses du religieux.

Ce numéro spécial illustre ainsi la vitalité des recherches françaises sur l'Italie contemporaine et surtout la spécificité de leur démarche qui tient à deux principaux éléments. D'une part, la pluridisciplinarité, et, de l'autre, la position à la fois de proximité et de distance qu'ils adoptent par rapport à leur objet d'étude. Ici, comme souvent en d'autres cas à propos de l'Italie, interviennent des historiens, mais aussi, on l'a mentionné, un sociologue et un économiste ². Les chercheurs français qui travaillent sur l'Italie ne constituent pas une école : ils ne se réfèrent pas à une théorie précise et n'ont pas à proprement parler de maîtres, même si des personnalités ont joué et continuent de jouer un grand rôle, tel Pierre Milza. Ils ne sont pas animés d'un esprit de supériorité ou d'infériorité par rapport à leurs collègues italiens au prétexte qu'ils sont étrangers. À l'instar, par exemple, des Anglais ou des Américains spécialistes de la Péninsule (et ainsi que cela se produit pour tout chercheur s'intéressant à une autre contrée que la sienne), ils tentent de tenir ensemble deux éléments qui sont, dans le même temps, sources de tensions

(1) Voir respectivement les deux ouvrages au demeurant excellents : Guido Crainz, *Il paese mancato : dal miracolo economico agli anni Ottanta*, Rome, Donzelli ; Salvato Lupo, *Partito e antipartito : una storia politica della prima Repubblica (1946-78)*, Rome, Donzelli, 2004.

(2) Voir Marc Lazar (dir.), *L'Italie contemporaine*, Paris, Fayard, à paraître.

et d'inventivité. D'une part, ils s'efforcent de comprendre l'Italie, de s'y immerger, d'assimiler la production scientifique italienne, ce qui les amène souvent à réinterroger des acquis sur leur pays d'origine ; de l'autre, ils entendent maintenir leur extériorité, aiguiser ce « regard éloigné » dont parle Claude Lévi-Strauss et qui permet parfois de saisir des aspects de la réalité non perçus par les Italiens eux-mêmes tant ils en sont imprégnés, de pratiquer de façon explicite ou implicite le comparatisme, de vérifier la validité d'hypothèses de recherche ou de méthodes d'enquête déjà expérimentées en France. Telle est la raison pour laquelle ces mêmes chercheurs sont en général dubitatifs devant le paradigme si prégnant de « l'anomalie » italienne qu'ils tendent à nuancer ou, pour certains, à contester. Le lecteur percevra ces différences d'optique dans les textes rassemblés ici. Les analyses livrées par les Italiens et les Français s'éloignent parfois, voire divergent ; c'est le cas avec Éric Vial ou Gilles Pécout qui, en historiens, ne développent pas les mêmes analyses que leurs collègues Ernesto Galli della Loggia et Piero Craveri, cependant que le sociologue Marco Oberti et l'économiste Jacques Le Cacheux ne mobilisent pas les mêmes paradigmes que Guido Crainz et Luciano Segreto pour rendre compte des transformations de la société italienne et des performances ou des dysfonctionnements de l'économie transalpine.

Ce numéro de *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* n'a évidemment aucune prétention à l'exhaustivité. Faute de place, il laisse dans l'ombre nombre de questions essentielles. Ainsi n'avons-nous pas pu élargir ce dossier historiographique aux conditions institutionnelles et sociales de la production du savoir ni aux pratiques du métier d'historien en Italie confronté à la pression médiatique et aux incitations à l'expertise judiciaire ou d'autre nature. Nous ne parlons pas d'histoire internationale, de genre, de générations ou des femmes, et peu de la famille. La question de l'accès aux archives, d'État ou privées, n'est pas totalement soulevée alors qu'elle est essentielle (et souvent épineuse) pour qui travaille sur et dans ce pays. Nombre de thèmes de recherches restent en suspens, comme le suggèrent certains auteurs de ce numéro qui indiquent à l'occasion des pistes de recherche : par exemple, à nos yeux, l'étude de la société, des groupes sociaux, du processus d'individualisation, des réalités régionales et locales, des évolutions démographiques (ce qui nécessiterait un retour au quantitatif associé à une étude des politiques publiques et à l'anthropologie afin de pouvoir répondre à la question de fond : pourquoi ce pays a-t-il connu un tel déclin démographique ?), ou encore de l'immigration¹. La culture et les cultures qui font l'Italie, les relations avec le

(1) Voir le récent volume, dirigé par une anthropologue et résultat d'une recherche internationale à laquelle fut associée Brown University, Fulvia D'Aloisio (dir.), *Non sono tempi per fare figli : orientamenti e comportamenti riproduttivi nella bassa fecondità italiana*, Milan, Guerini & associati, 2007.

développement de la culture de masse, l'américanisation de l'Italie dans la lignée des travaux de l'Anglais Stephen Gundle, ses oscillations entre une tentation de fermeture et une inclination à l'ouverture ou encore les rapports tendus entre « les élites » et « les masses », pour reprendre une terminologie sur laquelle s'est fondée la sociologie italienne, restent à explorer¹. Enfin, la violence et la pacification dans le domaine du social comme du débat public et de la politique, les affrontements ou la médiation qui renvoient au processus complexe et classique en Italie de légitimation et délégitimation politique, tout comme les changements et les permanences des cultures politiques fournissent des thèmes importants de réflexion sur les formes empruntées par la démocratie sous la République. Malgré la multiplication des témoignages ou des essais journalistiques, certaines périodes restent encore des *terre incognite*, en particulier les Années de plomb ou celles de la décennie suivante. Bref, il reste du travail pour les chercheurs désireux de mieux percer les énigmes d'un pays qui semble au prime abord proche de la France mais qui, au fur et à mesure qu'on apprend à le connaître, s'avère difficile à appréhender.

Professeur d'histoire et de sociologie politique, **Marc Lazar** est directeur des études doctorales en histoire à Sciences Po et professeur invité à la Luiss (Rome). Il dirige au CERI le Groupe d'études et de recherches pluridisciplinaires sur l'Italie contemporaine (GREPIC). Il a récemment publié *L'Italie à la dérive : le moment Berlusconi* (Perrin, 2006 ; *Democrazia alla prova*, Laterza, 2007) et, avec Gianfranco Baldini, *La Francia di Sarkozy* (Il Mulino, 2007). (marc.lazar@sciences-po.fr)

(1) Voir, entre autres, David Forgacs et Stephen Gundle, *Culture di massa e società italiana, 1936-1954*, Bologne, Il Mulino, 2007.